

9dk	4	9	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
I	R.	F.S.	FIN.	AGR.	SCIE.	R.D	ADM.	S.A.		

Central
file

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - IMP. DIF. S.G.
 A : BUREAU C.F. - WASHINGTON
 RFF: 20:24 27-11-81 000047446 - 000049643

TLX REF NR 322237/SG B 12/106

TELEX HEBDOMADAIRE NR 64 DU 27.11.81 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

432

1. INTRODUCTION

LE CONSEIL EUROPEEN S'EST OUVERT A LONDRES, JEUDI 26 APRES LE DEJEUNER, PAR UNE PREMIERE DISCUSSION SUR LES TROIS VOLETS DU MANDAT SUIVANT LE SCHEMA RETENU PAR LA COMMISSION.

MRS. THATCHER AVAIT A CE TITRE RETENU DIX POINTS CRUCIAUX SUR LESQUELS LE CONSEIL ETAIT APPELE A SE PRONONCER AVEC L'OBJECTIF DE PARVENIR A DES DECISIONS AVANT LA FIN DE CETTE ANNEE :

POLITIQUES COMMUNES

- 1/ TRANSFORMATION DU NIC EN 'FONDS EUROPEEN' DONT LE MONTANT SERAIT PORTE A TROIS MILLIARDS D'ECUS,
- 2/ CONCENTRATION DES AIDES REGIONALES EN FAVEUR DES ETATS LES MOINS PROPERES.

AGRICULTURE

- 3/ CRITERES POUR UNE POLITIQUE DES PRIX,
- 4/ POLITIQUE POUR LES CEREALES ET LES PRODUITS SUBSTITUABLES,
- 5/ CONTROLE DE LA PRODUCTION DU LAIT,
- 6/ ARRANGEMENTS FUTURS POUR LES PRODUITS MEDITERRANEENS,
- 7/ ACCORDS DE FOURNITURES A LONG TERME,
- 8/ CROISSANCE RELATIVE DES DEPENSES AGRICOLES DANS LE BUDGET.

BUDGET

- 9/ DEFINITION DES 'SITUATIONS INACCEPTABLES'
- 10/ CRITERES, FINANCEMENT ET DUREE DES MECANISMES CORRECTEURS.

AUPARAVANT, LE PREMIER MINISTRE PAPANDREOU AVAIT ETE INVITE A DEFINIR LA POSITION DE LA GRECE AVANT QUE LE CONSEIL ENTREPRENNE LA DISCUSSION AU FOND SUR LE MANDAT.

PAR AILLEURS, LES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DEVAIENT DISCUTER DES QUESTIONS POLITIQUES LORS DE LEUR DINER, LE JEUDI, ET DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE AINSI QUE DE L'UNION EUROPEENNE, CE VENDREDI MATIN.

LE GROUPE AD HOC MANDAT S'EST REUNI CETTE NUIT POUR SOUMETTRE AU CONSEIL EUROPEEN UNE SYNTHESE D'UNE QUINZAINE DE PAGES COMPORTANT DE NOMBREUSES SOLUTIONS ALTERNATIVES. EN FONCTION DES NOUVELLES QUI PARVIENDRONT DE LONDRES, ON TROUVERA EN FIN DE TELEX DES PRECISIONS COMPLEMENTAIRES.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL BUDGET (23/14.11)

LE CONSEIL A RENCONTRE L'APRES-MIDI DU 23 NOVEMBRE UNE DELEGATION DU PARLEMENT EUROPEEN. LES ECHANGES DE VUES ONT PORTE SUR LES AMFNDMENTS ET PROPOSITIONS VOTES PAR LE PARLEMENT ET SUR LA CLASSIFICATION DES DEPENSES.

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

GH

LE LENDEMAIN, LE CONSEIL S'EST D'ABORD CONSACRE AUX AMENDEMENTS DU PARLEMENT AU PROJET DE BUDGET SUPPLEMENTAIRE ET RECTIFICATIF NR 2 POUR 1981. IL A REJETE D EMBLEE L'AMENDEMENT CONCERNANT L'AIDE ALIMENTAIRE SPECIALE EN FAVEUR DES P.M.A.

LE CONSEIL A ENSUITE EXAMINE LES AMENDEMENTS ET PROPOSITIONS DE MODIFICATION DU PARLEMENT AU PROJET DE BUDGET POUR 1982. IL EN EST RESULTE LE COMPROMIS SUIVANT :

- MAINTIEN DES CREDITS D ENGAGEMENT DANS LES LIMITES DE LA MARGE, SOIT PLUS 425 MECUS PAR RAPPORT AU PROJET DU CONSEIL.
- AUGMENTATION DES CREDITS DE PAIEMENT DE 140 MECUS PAR RAPPORT AU PROJET DE BUDGET DU CONSEIL AVEC POUR CONSEQUENCE UNE AUGMENTATION DE LA MARGE DE 30 MECUS.
- L'AIDE ALIMENTAIRE A CONSTITUE LE POINT LE PLUS DIFFICILE DE LA NEGOCIATION. DEVANT LE REFUS DE CERTAINES DELEGATIONS D'ACCEPTER TOUTE AUGMENTATION, LE CONSEIL A DU SE RESIGNER A UNE AUGMENTATION DE 15 MECUS A INSCRIRE AU CHAPITRE 100 SANS SPECIFICATION, CONTRE 83 MECUS PROPOSES PAR LE PARLEMENT.

LES POSITIONS PRISES PAR CERTAINES DELEGATIONS SUR LES AMENDEMENTS 'AIDE ALIMENTAIRE ' TANT POUR L'EXERCICE 1981 QUE POUR 1982, SONT L'EXPRESSION DE LEUR PREOCCUPATION AU SUJET DES TENDANCES DU PARLEMENT DE CONSIDERER LES CREDITS EN QUESTION COMME DNO ET COMME CREDITS EXECUTABLES SANS BASE REGLEMENTAIRE DU CONSEIL.

MERCREDI, LA COMMISSION, INFORMEE PAR M. TUGENDHAT, A RELEVE LE CARACTERE DECEVANT DES CONCLUSIONS DU CONSEIL. ELLE REPRENDRA CE DOSSIER LORS DE SA PROCHAINE REUNION POUR ARRETER SA POSITION EN VUE DE LA DEUXIEME LECTURE DU BUDGET DANS LE PARLEMENT A LA MI-DECEMBRE.

2.2 SESSION DE NOVEMBRE DU PARLEMENT

OUTRE LE GRAND DEBAT SUR L'UNION EUROPEENNE INTRODUIT PAR LES EXPOSES DE MM. GENSCHER ET COLOMBO SUR LE PROJET GERMANO-ITALIEN

D' 'ACTE EUROPEEN'' (DERNIER TELEX), LE PARLEMENT A TRAITE DES SUJETS PRINCIPAUX SUIVANTS :

- MANDAT DU 30 MAI : LE RAPPORT HOPPER SERA ACTUALISE POUR TENIR COMPTE DES INITIATIVES COMPLEMENTAIRES PRISES CES DERNIERS MOIS PAR LA COMMISSION ET LA DISCUSSION REPRISE ULTERIEUREMENT.
- COOPERATION POLITIQUE : LE DEBAT SEMBLE MARQUER LA FIN DU TABOU QUE CONSTITUAIENT LES PROBLEMES DE SECURITE ET TRADUIT LA VOLONTE DU PARLEMENT DE TRAITER DE FACON CROISSANTE DE L ' 'IDENTITE EUROPEENNE' .
- ELARGISSEMENT : LA MAJORITE DU PARLEMENT SOUHAITE L'ADHESION DE L'ESPAGNE ET DU PORTUGAL POUR DES MOTIFS POLITIQUES.

3. RELATIONS EXTERIEURES

3.1 EC-U.S. HIGH LEVEL CONSULTATIONS

THE BI-ANNUAL HIGH-LEVEL CONSULTATIONS BETWEEN THE COMMISSION AND THE U.S. ADMINISTRATION TOOK PLACE IN WASHINGTON 19-20 NOVEMBER. DISCUSSIONS, WHICH WERE LED ON THE COMMISSION SIDE BY SIR ROY DENMAN, WITH MR. VILLAIN FOR AGRICULTURE AND MR. AUDLAND FOR ENERGY, CENTRED, ASIDE FROM GENERAL COMMENTS ON THE ECONOMIC SITUATION AND A REVIEW OF ENERGY POLICIES, ON THE DIFFERENCE BETWEEN THE COMMUNITY AND THE U.S. ON COMMERCIAL POLICY, CHIEFLY IN AGRICULTURE, STEEL AND GOVERNMENT PROCUREMENT.

3.2 CANADA : HIGH LEVEL CONSULTATIONS

THE BI-ANNUAL HIGH LEVEL CONSULTATIONS BETWEEN THE EC AND CANADA WERE HELD IN OTTAWA ON 23/24 NOVEMBER. APART FROM A GENERAL REVIEW OF THE ECONOMIC SITUATION IN THE EC, CANADA AND THE WORLD, DISCUSSIONS FOCUSED ON MULTILATERAL TRADE PROBLEMS, NORTH/SOUTH RELATIONS, THE ENERGY SITUATION AND PROSPECTS AS WELL AS ON A SERIES OF BILATERAL ISSUES. SEPARATE DISCUSSIONS WERE HELD ON AGRICULTURE AND ON THE INFORMATION MARKET AND INDUSTRY POLICIES. ON 24/25 NOVEMBER, MEETINGS WERE HELD OF THE EC/CANADA INDUSTRIAL COOPERATION SUB-COMMITTEE AND OF THE EC/CANADA PREPARATORY AND GENERAL COOPERATION SUB-COMMITTEE.

3.3 YOUgosLAVIE

UNE MISSION DE LA COMMISSION, DIRIGEE PAR SIR ROY DENMAN, S'EST RENDUE EN YOUgosLAVIE LES 23 ET 24 NOVEMBRE POUR PREPARER LA DEUXIEME SESSION DE NEGOCIATIONS POUR LE PROTOCOLE D'ADAPTATION SUITE A L'ADHESION DE LA GRECE.

MALGRE LE FAIT QUE LA YOUgosLAVIE CONSIDERE QUE L'ABATTEMENT DU PRELEVEMENT DECIDE POUR LE BABY-BEEF EST INFERIEUR A CE QU'ELLE AURAIT SOUHAITE, UNE DELEGATION YOUgosLAVE VIENDRA NEGOCIER LE PROTOCOLE D'ADAPTATION A BRUXELLES DANS LA PREMIERE QUINZAINE DE JANVIER.

3.4 PREPARATION COMITE ACP/CEE

LE COMITE DES AMBASSADEURS ACP/CEE SE REUNIRA LE 30 NOVEMBRE. PARMIS LES POINTS DE L'ORDRE DU JOUR FIGURENT NOTAMMENT :

- LA FIXATION DU PRIX DU SUCRE ACP 1981/82 (LES ACP ENVISAGENT DE DEMANDER LA CONVOCATION TOUTE PROCHE D'UN CONSEIL ACP/CEE SPECIALEMENT CONSACRE A CE POINT QUI SERA TRAITE LES 7/8 DECEMBRE PAR LE CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES').

- STABEX (INCLUSION DE NOUVEAUX PRODUITS ET MONTANT GLOBAL DES RESSOURCES DISPONIBLES).

- DIFFERENTS POINTS RELEVANT DE LA COOPERATION COMMERCIALE (CONSULTATIONS, SPG, REGLES D'ORIGINE ETC...)

- SYSMIN (FINANCEMENTS DEMANDES PAR LE ZAIRE ET LA ZAMBIE).

- COOPERATION INDUSTRIELLE

- COOPERATION AGRICOLE

- ADHESION DE NOUVEAUX ETATS A LA CONVENTION (BELIZE, ANTIGUA ET BARBUDA)

- ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE.

3.5 ARGENTINE

LE 20 NOVEMBRE, M. DALSAGER A RECU M. AGUADO, MINISTRE ARGENTIN DE L'AGRICULTURE. LES ENTRETIENS ONT PERMIS CERTAINES CLARIFICATIONS SUR DES POSSIBILITES D' ACTIONS DE LA COMMUNAUTE DANS DES DOMAINES PRESENTANT UN INTERET PARTICULIER POUR L' ARGENTINE : TAXATION DES HUILES VEGETALES, CONDITIONS D' IMPORTATION DES PRODUITS DE SUBSTITUTION AUX CEREALES ET DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS DE VIANDE DE LA COMMUNAUTE, NOTAMMENT, AINSI QUE SUR LES CONDITIONS SANITAIRES APPLICABLES AUX IMPORTATIONS DE LA COMMUNAUTE.

LES DEUX PARTIES S'EFFORCERONT D'ACCROITRE LEUR INFORMATION RECIPROQUE ET LEUR COOPERATION EN VUE D'EVITER DES CONFRONTATIONS.

3.6 ENVIRONNEMENT : COOPERATION ENTRE LA CEE ET L'UNEP

LE DR. MOSTAFA TOLBA, DIRECTEUR EXECUTIF DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT, A RENDU VISITE LE 23 NOVEMBRE A LA COMMISSION POUR UN ECHANGE DE VUES SUR LES PROBLEMES D'INTERET COMMUN ENTRE LA CEE ET L'UNEP. IL A ETE RECU PAR M. NARJES.

LES DISCUSSIONS ONT PORTE SUR LE BILAN DE LA POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ONU, D'UNE PART, ET DE LA COMMUNAUTE, D'AUTRE PART, 10 ANS APRES LA CONFERENCE DE L'ONU A STOCKHOLM ET LA REUNION DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA CE A PARIS EN 1972.

LE TROISIEME PROGRAMME QUINQUENNAL PROPOSE PAR LA COMMISSION POUR LA PERIODE 1982-1986 A ETE EGALEMENT DISCUTE.

LES POSSIBILITES D'ACTIONS COMMUNES ONT ETE EXAMINEES, NOTAMMENT: UN PLAN D ACTION POUR LA MEDITERRANEE ET LA MER DES CARAIBES ET LES RELATIONS ENTRE L'ENVIRONNEMENT ET LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT.

LE DR. TOLBA ET M. NARJES SONT CONVENUS DE POURSUIVRE ET DE RENFORCER LA COOPERATION ENTRE LA COMMUNAUTE ET L'UNEP.

3.7 NEGOCIATIONS TEXTILES

SUR BASE DU MANDAT ADOPTE PAR LE CONSEIL LE 18 NOVEMBRE, LE REPRESENTANT SPECIAL DE LA COMMISSION POUR LES NEGOCIATIONS TEXTILES (M. KRENZLER) A FAIT LE VENDREDI 20 DEVANT LE COMITE DES TEXTILES DU GATT A GENEVE UNE DECLARATION TRES ATTENDUE QUI RELANCE LES NEGOCIATIONS POUR LE RENOUELEMENT DE L'A.M.F. CELLES-CI ENTRENT MAINTENANT DANS LEUR PHASE FINALE.

UN PROJET DE PROTOCOLE POUR L'EXTENSION DE L'ARRANGEMENT MULTI-FIBRES A ETE DEPOSE PAR LA COMMUNAUTE AUPRES DU SECRETARIAT DU GATT LE 26 NOVEMBRE. LE PROTOCOLE REPREND CERTAINS ELEMENTS DU TEXTE ADOPTE EN 1977 ET TRAITE DES PROBLEMES QUI PREOCCUPENT PARTICULIEREMENT LA COMMUNAUTE (NOTRE PRECEDENT TELEX).

3.8 COOPERATION POLITIQUE : MOYEN ORIENT

LE ROYAUME-UNI, LA FRANCE, L ITALIE ET LES PAYS-BAS ONT, LE 23 NOVEMBRE 1981, RENDU PUBLIC LE MESSAGE DES QUATRE AUX GOUVERNEMENTS DES ETATS-UNIS, D'EGYPTE ET D'ISRAEL SUR LEUR PARTICIPATION A LA MFO DANS LE SINAI. EN MEME TEMPS, LA PRESIDENCE BRITANNIQUE A PUBLIE UNE DECLARATION DES DIX LIBELLEE COMME SUIT : ' ' THE TEN CONSIDER THAT THE DECISION OF FRANCE, ITALY, THE NETHERLANDS AND THE UNITED KINGDOM TO PARTICIPATE IN THE MULTINATIONAL FORCE IN SINAI MEETS THE WISH FREQUENTLY EXPRESSED BY THE MEMBERS OF THE COMMUNITY TO FACILITATE ANY PROGRESS IN THE DIRECTION OF A COMPREHENSIVE PEACE SETTLEMENT IN THE MIDDLE EAST ON THE BASIS OF THE MUTUAL ACCEPTANCE OF THE RIGHT TO EXISTENCE AND SECURITY OF ALL STATES IN THE AREA AND THE NEED FOR THE PALESTINIAN PEOPLE TO EXERCISE FULLY ITS RIGHT TO SELF-DETERMINATION ' '.

LES GOUVERNEMENTS AMERICAIN ET EGYPTIEN ONT ACCUEILLI FAVORABLEMENT LE MESSAGE DES QUATRE. LE GOUVERNEMENT ISRAELIEN Y REPONDR A ULTERIEUREMENT, APRES DISCUSSION PAR LE CABINET.

CONSEIL EUROPEEN (SUITE)

UN TELEX COMPLEMENTAIRE VOUS SERA ADRESSE LUNDI.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

+
EURCOM WSH

21877 COMEU B O